



1<sup>er</sup> CENTRE DE FORMATION COMPTABLE EN LIGNE

100%  
gratuit

les corrigés du dcg 2011  
sur [www.comptalia.com](http://www.comptalia.com)



comptalia, l'école qui en fait + pour votre réussite !

CORRIGÉ INDICATIF



CONSULTEZ  
NOTRE DOCUMENTATION  
SUR NOTRE SITE

## Comptalia Formation

Formations à l'Expertise Comptable DCG-DSCG  
Préparations aux BTS CGO et BTS AG PME-PMI  
Formations en Comptabilité, Gestion de la paye, IFRS...

- › Formation complète - sur mesure - à votre rythme
- › Cours en ligne + supports papier + cours-vidéo
- › Assistance permanente de vos formateurs
- › Devoirs corrigés - séances de cours en direct sur Internet

**www.comptalia.com**



## Comptalia TV

La chaîne du savoir comptable.

- › Cours-vidéo à la demande pour tout le programme DCG et DSCG
- › Cours-vidéo sur l'utilisation des logiciels comptables
- › Magazines d'information professionnelle : l'actualité Fiscale, Sociale, Juridique, Comptable, IFRS...

**www.comptalia.tv**

## UNE QUESTION ?

Comment finaliser mon DCG ou mon DSCG ?  
Quelle formation professionnelle pour mon projet ?  
Comment fonctionnent les formations Comptalia via Internet ?  
Mes frais de formation peuvent-ils être pris en charge ?...

**Nos conseillers vous renseignent au**



APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE  
SOIT **0 800 266 782**





**SESSION 2011**

**UE 5 - ECONOMIE**

**Durée de l'épreuve : 4 heures - coefficient : 1,5**

Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.

En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une **fraude**.

Document remis au candidat :

**Le sujet comporte 2 pages numérotées de 1/2 à 2/2.**

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

---

### **I – DISSERTATION**

**Faut-il réduire les inégalités de revenus ?**

### **II – ETUDE DE DOCUMENT**

**A l'aide de vos connaissances tant théorique que factuelles, vous analyserez le document joint en annexe.**

### **III – QUESTION**

**Définissez et montrez l'évolution du rôle économique de l'Etat au XX<sup>e</sup> siècle.**

---

*Le sujet comporte l'annexe*

*Annexe – Graphes du jour – Le retour de la grande méchante inflation (extrait) .....page 2/2*

### **Barème indicatif**

**Dissertation : .....12 points**

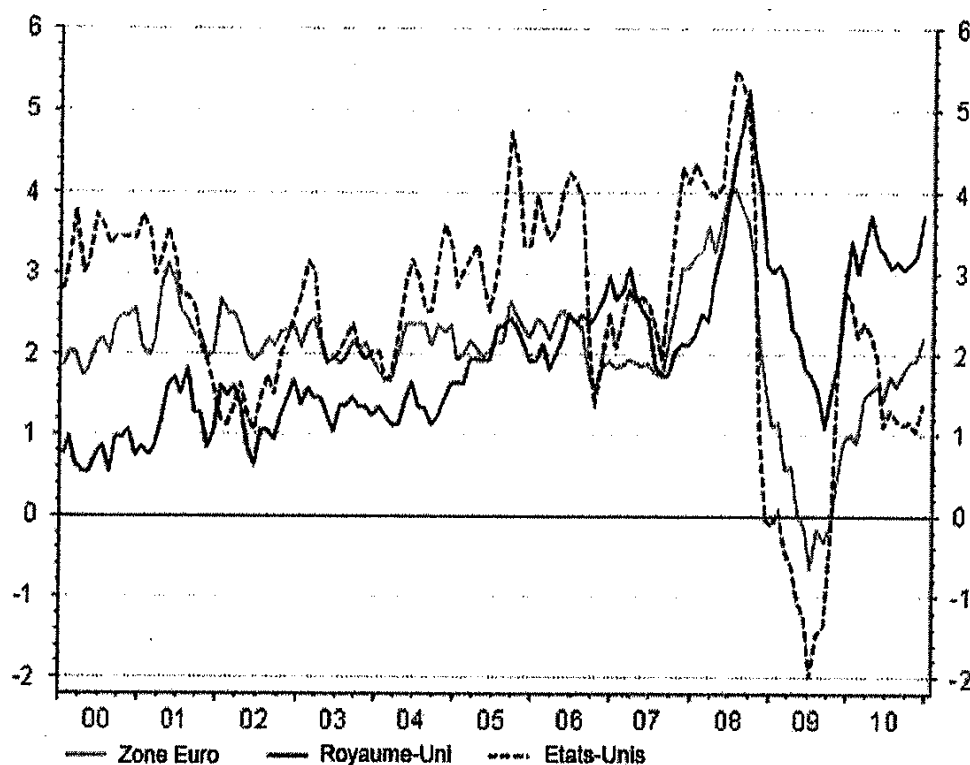
**Etude de document : .....4 points**

**Question : .....4 points**

**Annexe**

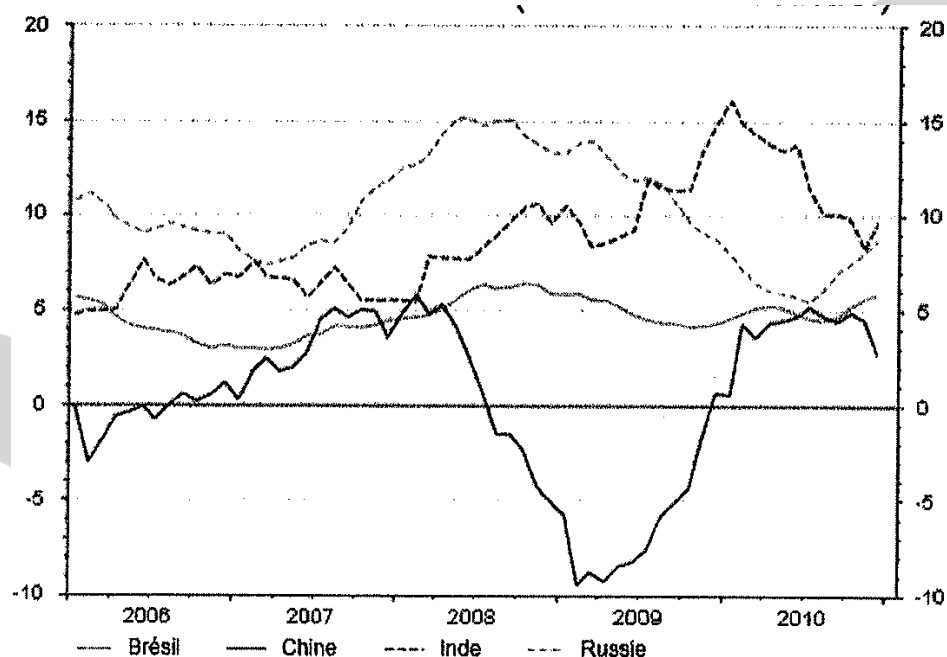
**Graphes du jour- Le retour de la grande méchante inflation ? (extrait)**

**Taux d'inflation (Glissement)**



Source : Thomson Reuters Datastream

**Taux d'inflation BRIC (Glissement annuel)**



Source : Thomson Reuters Datastream

<http://fr.reuters.com>, mercredi 2 février 2011

## I – DISSERTATION

### Faut-il réduire les inégalités de revenus ?

#### Proposition de plan détaillé :

Avertissement : le plan et l'argumentation proposés, ne sont pas les seuls possibles, néanmoins, ils s'efforcent d'inclure tous les éléments de connaissance figurant au référentiel de l'épreuve. Par ailleurs, les éléments de réponse vont souvent plus loin que ce qui est exigible pour un candidat, afin de faire un tour d'horizon complet sur le sujet proposé ;

#### Introduction

**Accroche** : le débat actuel sur la rémunération des dirigeants d'entreprise ou sur les traders bancaires, avec des recommandations du MEDEF pour avoir des pratiques de distribution de revenus équilibrées et équitables

**Définition des revenus** : flux de ressources généralement monétaires, issu de l'activité économique et perçu par un individu, un ménage ou une collectivité. Le sujet se limite à la répartition des seuls revenus primaires perçus par les individus (revenus du travail, revenus de la propriété et revenus mixtes des travailleurs indépendants) ; de fait on écarte les revenus de transfert qui précisément sont là pour réduire les inégalités de la répartition primaire des revenus.

**Définition des inégalités de revenu** : elles font référence aux inégalités de répartition de la valeur ajoutée entre profits et salaires d'une part et d'autre part aux inégalités entre les salaires eux-mêmes en fonction de la place occupée dans la hiérarchie salariale.

« Faut-il » doit être perçu sous un angle essentiellement économique, éventuellement social mais pas sous un angle moral. Appliqué au sujet, cela donne : est-ce que les interventions pour réduire la disparité des rémunérations sont justifiées ou nuisibles d'un point de vue économique ?

**Problématique** : le sujet : « Faut-il réduire les inégalités ? » renvoie à deux types de questions :

- les inégalités de revenus sont-elles économiquement justifiées et socialement justes ?
- les inégalités de revenu produisent-elles des effets positifs sur le système économique et la société en général ?

#### Plan détaillé

I - Des inégalités de revenus économiquement justifiées par le fonctionnement du marché,

II - Mais les inégalités de revenu peuvent être contreproductives, ce qui rend nécessaire leur réduction.

**Développement****I - Des inégalités de revenus économiquement justifiées par le bon fonctionnement du marché, qui ne doivent donc pas être corrigées.****A – la justification de la répartition salaires – profit**

Il s'agit d'analyser les conditions de la répartition globale de la valeur ajoutée générée par les entreprises qui sont à l'origine de l'ensemble des revenus primaires. Il s'agit donc de discuter du partage entre les salaires et les profits.

**1) Le salaire rémunération du travail salarié déterminé par les mécanismes micro économiques :**

- le salaire dans la théorie néoclassique dépend de la productivité marginale du travail (plus ou moins élevée) ; le salaire est alors une fonction croissante de la productivité ;
- le salaire dépend de l'offre et de la demande sur le marché du travail (si offre de travail > demande de travail, alors le salaire baisse et inversement).

**2) Le profit et la dynamique du capitalisme**

- Le profit peut être considéré comme la rémunération du risque (Knight), de l'abstinence (théorie classique) ou de l'innovation (Schumpeter).
- Le niveau de profit est déterminé par l'offre et la demande sur le marché des biens et des services qui détermine le prix de vente et les quantités vendues  
(profit = prix de vente \* quantité vendue – coût total de production).

**3) L'équilibre délicat entre salaires et profits**

- Le salaire représentant une part importante du coût de production, le profit peut être amélioré, les conditions de marché restant égales par ailleurs, en minimisant les salaires. Il y a donc conflit potentiel sur la répartition de la V.A (proche de la théorie marxiste de la répartition)
- Les profits élevés permettent l'accumulation du capital, le développement des entreprises et la dynamique du capitalisme. Dans le système capitaliste, croissance et emploi sont donc en partie déterminés par le niveau des profits.
- Mais des salaires élevés déterminent un haut niveau de consommation, donc une croissance de la demande adressée aux entreprises et par suite la croissance économique ; Ils peuvent aussi à partir d'un certain niveau pénaliser l'emploi (puisque l'offre d'emploi est une fonction décroissante du salaire).

L'équilibre entre salaires et profits est donc ténu, il conditionne pourtant l'équilibre du système économique et les conditions d'une croissance économique pérenne.

**B) - les fondements des inégalités de salaires**

Il s'agit d'analyser la justification de l'échelle des salaires et de voir à quelles conditions les différences de salaires



peuvent constituer des incitations (ou des désincitations) pour les agents économiques (rappelons que 90 % des individus dans les pays développés sont salariés).

### 1) L'échelle des salaires fonction de la qualification et de la productivité

- le salaire est fonction de la productivité du travail. Plus celle-ci augmente plus le salaire doit être élevé (théorie néoclassique de la répartition)
- Or, la productivité est fonction du niveau de qualification, des compétences et de la motivation.
- Le niveau de qualification et en partie de compétence dépend du niveau de formation. Le salaire doit donc être une fonction croissante du niveau de formation.  
(la formation doit être considérée comme un investissement (théorie du capital humain) qui rapporte sur le long terme par un salaire supérieur).
- la motivation est rémunérée par la partie variable de la rémunération (salaire au mérite) qui engendre des disparités de salaire à qualification égale.

### 2) l'échelle des salaires déterminée par la loi de l'offre et de la demande sur le marché du travail

- Le salaire est aussi fonction de la pénurie relative de la qualification demandée par l'entreprise. Cette rareté peut-être locale ou temporaire pour une activité donnée.
- Des salaires supérieurs à ce qu'ils devraient être en situation d'équilibre de l'offre et de la demande pour une et ainsi rétablir l'égalité entre l'offre et la demande.

## Transition

Tant au niveau de la répartition salaires-profit qu'au niveau de la hiérarchie des salaires, le paradigme libéral stipule que les inégalités de rémunération, dès lors qu'elles sont l'aboutissement de mécanismes de marché, sont une condition du bon fonctionnement du système économique. Les inégalités de revenus mettent les individus en concurrence et les incitent à se dépasser. Toute intervention publique (nécessairement) ne pourrait donc que nuire aux équilibres économiques et au développement de l'activité, en désincitant à l'effort des salariés à forte productivité ou à la motivation d'entreprendre, en générant des pénuries durables sur les qualifications rares. De même, les politiques de redistribution de revenus désinciteraient au travail et modifieraient les conditions d'équilibre du système par l'augmentation des taux de prélèvement obligatoire. Mais la réalité du système économique nous apporte la preuve que les mécanismes de marché ne fonctionnent pas aussi parfaitement que les libéraux le laissent entendre et que par ailleurs la cohésion sociale attachée aux sociétés démocratiques suppose de limiter les inégalités de revenus.

## **II - Mais les inégalités de revenu peuvent être injustifiées et contreproductives, ce qui rend nécessaire leur réduction.**

### **A – Des inégalités de revenus pas toujours justifiées**

#### 1) Les inégalités entre revenus du travail et du capital de plus en plus importants

- Les mécanismes de partage de la V.A des entreprises ne reposent plus sur l'équilibre des partenaires sociaux. Ainsi, les profits augmentent désormais beaucoup plus vite que les salaires, il en est de même pour l'ensemble des revenus financiers. Or, les détenteurs des actifs qui génèrent ces revenus font partie de la frange la plus nantie de la société. La masse salariale et l'emploi sont devenus les principales variables d'ajustement du système économique, alors qu'auparavant ce rôle était d'abord dévolu aux profits.



**2) Un éventail salarial de plus en plus large**

- Les écarts de salaire entre les différentes qualifications et professions peuvent aussi apparaître non justifiés par la rareté de la compétence ou par la productivité du travail. Rien ne peut justifier qu'un Directeur Général d'une entreprise cotée gagne plus de 200 fois le salaire d'un employé de base.

**3) Les inégalités de salaire entre les hommes et les femmes**

- Les inégalités de rémunération entre les hommes et les femmes, particulièrement marquées pour l'encadrement supérieur, puisqu'elles atteignent environ 30% en France, sont injustifiables économiquement.

**B – Qui peuvent s'avérer contre-productives****1) L'équilibre fragile entre l'investissement et l'épargne**

La modification de la répartition salaires-profits remet en cause la condition d'équilibre du système économique, mise en évidence par Keynes, à savoir l'égalité qui doit exister entre l'investissement et l'épargne. L'augmentation des inégalités de revenus entraîne une augmentation plus que proportionnelle de l'épargne, puisque la propension à épargner augmente avec le revenu. De son côté l'investissement est surtout déterminé par le niveau anticipé de la demande effective. Ceci entraîne donc une divergence entre le niveau de l'épargne et celui de l'investissement.

**2) La relation salaire-demande**

Les salaires et l'évolution de leur volume global déterminent en grande partie la demande adressée aux entreprises. Tout creusement des inégalités aboutit à une progression moins rapide de la demande de consommation donc de la production à réaliser par les entreprises.

**3) Les revendications d'équité de la société**

La justice sociale est exigée dans les sociétés démocratiques. Toute augmentation des inégalités de revenus est donc perçue comme inéquitable et injuste. Cela nuit à la cohésion sociale et développe un climat social conflictuel qui peut contrarier la stabilité économique.

**C – Et qui légitime l'intervention des pouvoirs publics.**

Pour l'ensemble de ces raisons, l'Etat est amené à intervenir sur la répartition des revenus. Il dispose pour cela d'une batterie de moyens.

**1) La loi et la réglementation**

La loi oblige la fixation de minima sociaux (le SMIC) et la négociation entre partenaires sociaux de conventions collectives où des grilles de salaires conventionnelles sont établies. De même il interdit toute discrimination salariale entre les hommes et les femmes ;

**2) La politique fiscale**

La fiscalité progressive sur le revenu est destinée à compenser les inégalités de revenus. Des taux d'imposition progressifs permettent de diminuer le revenu disponible des plus nantis, alors même que les moins aisés ne paient pas l'impôt.

**3) la politique de redistribution**

Il s'agit des revenus de transfert, comme les minima sociaux (RSA, minimum vieillesse) et en France des dispositifs comme la prime à l'emploi par exemple, les allocations logement... ;

**Conclusion**

Si le marché fonctionnait dans des conditions de concurrence pure et parfaite, il faudrait se reposer sur sa régulation pour une juste détermination des différents revenus. Mais dans la réalité, il est facile de constater que les règles du marché ne fonctionnent qu'imparfaitement, ce qui justifie l'intervention de l'Etat pour modifier la répartition primaire et diminuer les inégalités de revenus. Le prix à payer de cette intervention au nom de la justice et de la cohésion sociale

est probablement une certaine désincitation à l'effort du côté d'une partie des ayant droit aux revenus d'assistance (trop proches du niveau du salaire minimum) et puis du côté de ceux qui perçoivent les plus hauts revenus, des situations d'expatriation pour raisons fiscales.



## II – ETUDE DE DOCUMENT

**A l'aide de vos connaissances tant théorique que factuelles, vous analyserez le document joint en annexe.**

**Avertissement : outre les différences de période entre les deux séries statistiques, il faut mentionner la différence de présentation des taux d'inflation : le caractère plus irrégulier des courbes du premier graphique par rapport à celles du second est lié à l'emploi d'échelles différentes pour les années et pour les taux d'inflation.**

Les deux documents présentés en annexe nous invitent à comparer le niveau et l'évolution de l'inflation dans les pays développés (zone euro, Royaume Uni et Etats-Unis) entre 2000 et 2010 et celle constatée dans les pays émergents (les BRIC / Brésil, Russie, Inde et Chine) sur la période 2006 – 2010.

L'inflation peut se définir **comme la hausse générale et durable du niveau des prix**. Elle est mesurée le plus souvent par un **indice de prix à la consommation** (parfois par un indice de prix industriels ou de gros). Le taux d'inflation se définissant lui comme la variation en pourcentage, d'une période sur l'autre, de cet indice de prix.

L'inflation peut avoir différentes causes : **monétaire**, par **les coûts** (dont importée), par **la demande** et par **les structures** (comme les mécanismes institutionnels d'indexation automatique des salaires sur les prix).

La comparaison des deux graphiques nous invite à distinguer les causes de l'inflation contemporaine en fonction du niveau de développement et du dynamisme de l'activité des pays.

L'inflation dans les pays de l'UE et aux Etats Unis semble maîtrisée (**désinflation**) puisque le taux d'inflation y est compris sur la période 2000-2010 entre 2 et 3 %, remarquablement stable dans la zone euro sous la surveillance vigilante de la BCE, à peine plus élevée aux Etats-Unis qui utilisent la politique monétaire comme un instrument de relance, par des taux d'intérêt bas et le développement du crédit (inflation d'origine monétaire).

Dans ces pays développés, on remarque la flambée du taux d'inflation, consécutive à l'envolée du prix des matières premières agricoles et minérales en 2007, suite à l'explosion de la demande des pays émergents qui connaissent une croissance à deux chiffres (inflation par les coûts / **inflation importée**). Cette flambée des prix est d'ailleurs moins perceptible au niveau des BRIC qui l'ont généré, dans la mesure où leur inflation structurelle hormis la Chine, se situe dans une fourchette de 5 à 15%.

A contrario, la récession qui sévit entre la fin 2008 et la fin de l'année 2009, se traduit pour les pays développés présentés, par une déflation qui atteindra 2%. Les BRIC sont peu touchés par cette récession, à l'exception de la Chine qui connaît une déflation qui atteindra 9%. Cette récession frappe de plein fouet l'industrie qui est le secteur de prédilection du développement chinois.

L'inflation importante que l'on peut constater en Inde, Brésil et Russie est liée à leur très (trop ?) forte croissance. Il s'agit donc d'une inflation par la demande.

On remarque ainsi que les conjonctures économiques sont différentes entre les économies développées et émergentes, ce qui engendre des phénomènes inflationnistes d'ampleur variée, de même que les causes de cette inflation dépendent du rythme de la croissance économique et des orientations de l'activité économique.

**III – QUESTION : Définissez et montrez l'évolution du rôle économique de l'Etat au XXe siècle.**

Le rôle économique de l'Etat a beaucoup évolué au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. On est passé de la conception classique d'un **Etat gendarme**, recentré autour de ses **missions régaliennes** à la conception d'un Etat providence dans la deuxième partie du XX<sup>ème</sup> siècle, pour dans les trente dernières années revenir à un interventionnisme plus mesuré dans la plupart des Etats des pays développés.

La conception minimaliste de l'Etat reconnaît un devoir d'intervention de l'Etat dans les domaines de la sécurité intérieure et extérieure (défense, police, justice, armée). Pour les domaines économiques, l'Etat doit éviter d'intervenir afin de ne pas contrarier la régulation spontanée des marchés, qui par le système de prix adaptatif garantirait en permanence la situation d'équilibre et d'optimum économique.

Toutefois, Adam Smith envisageait déjà deux missions supplémentaires à l'Etat : la mise en œuvre d'infrastructures économiques, notamment des voies de communication, et le soin d'organiser l'instruction pour tous.

Pour les néoclassiques, les missions de l'Etat gendarme sont plus importantes puisqu'il doit prendre en charge **les monopoles naturels, la production de biens collectifs** et intervenir dans le domaine **des externalités** non prises en compte par le marché.

Il faudra attendre les années 30 et la terrible récession qui suit la crise de 1929, puis la fin de la seconde guerre mondiale avec la problématique de la reconstruction, ainsi que la diffusion des thèses keynésiennes, pour qu'émerge une vision beaucoup plus interventionniste de l'Etat. La mise en place de systèmes de protection sociale et de **politiques ambitieuses de redistribution**. Il n'est pas rare que l'Etat aujourd'hui, dans les pays développés capte plus de 40 % de la richesse produite.

En plus de ses nouvelles missions relatives à la redistribution des revenus, l'Etat est amené à intervenir :

- dans **l'allocation des ressources** (subventions et taxes pour certaines activités ; prise en compte des externalités, des monopoles naturels, production des biens et services collectifs, parfois des biens marchands pour les secteurs considérés comme stratégiques et dans tous les cas arbitrages entre les différentes dépenses publiques) ;
- dans la stabilisation de la conjoncture économique en menant des **politiques de régulation contracyclique** en utilisant les armes budgétaires et monétaires au service de la rigueur ou de la relance de l'activité.

Enfin, dans la période récente, un certain amaigrissement de l'Etat est préconisé par les économistes, proclamé par les politiques et exigé par les marchés. Ainsi, le périmètre de l'Etat s'amenuise (à l'exception de la période actuelle où l'intervention publique a été gonflée par les interventions massives de l'Etat pour traiter des différentes conséquences de la crise des subprimes). L'activité est alors prise en charge ou déléguée au secteur privé, ou bien aux collectivités territoriales qui dans le cadre de la décentralisation se sont vues dotées de nouvelles missions auparavant remplies par l'Etat central.

Par ailleurs, les Etats européens se sont délestés, de par leur appartenance à l'UE et de surcroît à la zone euro, d'une bonne partie des actions de régulation conjoncturelle, de la production de certains services publics et de monopoles naturels, alors que certaines politiques structurelles comme la politique industrielle sont de plus en plus contraintes par Bruxelles.